21 juillet 1981 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du sommet des pays industrialisés, Ottawa, mardi 21 juillet 1981.

Mesdames et messieurs,
- J'ai demandé à recevoir particulièrement ici la presse française parce que je m'étais un peu plaint de ne pouvoir vous rencontrer durant ces deux jours. C'est un problème d'organisation et nous étions à pas mal de kilomètres les uns des autres. Mais enfin, l'ayant regretté, j'ai profité de ces quelques moments dont je disposais avant mon retour à Paris - auparavant j'aurai rencontré M. Levesque - pour vous demander ce rapide rendez-vous et vous dire le plaisir que j'ai de vous retrouver, d'apercevoir d'ailleurs parmi vous des visages connus, certains visages amicaux, en tout cas, vous êtes ici les bienvenus.
- Vous avez suivi les travaux de ces deux jours, j'imagine que vous n'avez pas été tout à fait démunis de nouvelles. Est-ce que c'est une bonne méthode, il faudra que j'y réfléchisse puisque le prochain sommet aura lieu à Paris. C'est vrai que c'est important pour les participants d'être un peu à l'abri des rumeurs mais en même temps une coupure aussi brutale nuit peut-être au bon déroulement, en tout cas, de l'information, de toute façon, vous avez eu des contacts avec plusieurs représentants de la délégation française et avec son porte-parole. Il est donc maintenant tout à fait facile pour vous de cerner les questions principales et de les poser. Nous avons une demi-heure à peu près, M. René Levesque m'attend à l'ambassade.
- J'aperçois quelques journalistes qui ne sont pas des journalistes français mais qui travaillent dans la presse française, ils sont également les bienvenus et en arrivant ici beaucoup de journalistes de ce pays se plaignaient d'avoir les couloirs interdits pour parvenir jusqu'ici, bien entendu je leur ai dit d'entrer, seulement j'aimerais bien qu'on puisse rester un peu sur le terrain de mes relations avec la presse française puisque nous n'avons pas eu l'occasion de faire autrement.\
QUESTION.- Pourriez-vous nous dire, monsieur le Président, ce qui vous paraît le moins satisfaisant ? On sait très bien ce qui a satisfait tout le monde mais qu'est-ce que vous auriez voulu voir, quel accent, quel aspect auriez-vous souhaité plus développer ?
- LE PRESIDENT.- Vous savez, quand on arrive à un texte satisfaisant, un communiqué c'est tout de même toujours un compromis. Les européens, je ne parle pas spécialement des Français, auraient certainement désiré qu'ils eût une formulation plus précise, plus rapide pour mettre un terme à la politique des taux d'intérêt élevés de l'argent, qu'il y ait davantage de précisions quant au système à mettre en place pour réduire les fluctuations sur-le-plan des changes. Plus eût été mieux pour nous et ça aurait mieux correspondu à nos intérêts et nos intentions, mais ce qui se trouve dans le texte va dans le sens de ce que nous souhaitions.
- Je ferai les mêmes observations en ce qui concerne les relations avec le Tiers-monde. Le minimum indispensable est là. C'est la démarche vers des négociations globales, c'est l'approche énergétique, la filiale énergie, l'affirmation du rôle que doivent remplir les institutions financières internationales, c'est une certaine amorce, on lit ça plutôt entre les lignes, d'une politique de soutien des cours des matières premières, enfin il y a une direction qui est la bonne. Je pense que la politique de soutien des matières premières est la seule qui permette d'établir des plans de développement de longue durée et la seule qui permette à la fois l'investissement et une politique cohérente des pays en voie de développement. Je pense que tout cela, dont il sera certainement débattu à Cancun, `conférence Nord-Sud, `Mexique`, aurait pu être abordé d'une

certainement débattu à Cancun "conférence Nord-Sud" Mexique", aurait pu être abordé d'une façon plus franche et plus directe cette fois-ci.
- Voilà quelques exemples. Je peux en citer d'autres encore. Mais disons que se sont les deux principaux. Le texte auquel nous sommes arrivés me satisfait dans la mesure où il va plus loin que ce qui était initialement prévu.\
QUESTION.- Monsieur le Président, les Américains ont dit avec insistance avant le sommet de Montebello qu'ils ne diminueraient pas les taux d'intérêt tant que l'inflation dans leur pays ne serait pas baissée. Est-ce qu'il vous semble que la position américaine a été modifiée quelque peu au-cours de ce sommet ?
- LE PRESIDENT.- Ce qui est vrai, c'est que les Etats-Unis d'Amérique se sont trouvés devant une position absolument commune des Européens. Lorsque l'on dit - j'ai pu le lire dans vos journaux - c'est la revendication française, oui c'est une revendication française, mais c'était une revendication européenne sur laquelle nous étions sur la même longueur d'onde. Je crois que cette unanimité des pays de l'Occident de l'Europe a impressionné le partenaire américain car il s'en est expliqué en disant que cette politique était également très difficile à supporter pour lui-même, qu'il le ne faisait pas de gaieté de coeur, que c'était un correctif à l'héritage reçu et que le plus tôt on s'en débarrasserait mieux cela vaudrait. Donc c'est déjà très positif. Quant aux délais je ne peux vous les préciser, ils n'ont pas été fixés, ils ne le pouvaient pas, car tout dépend du degré de réussite qu'ils estimeront avoir atteint dans cette démarche. Alors on en est simplement au niveau du pronostic, ou même du diagnostic. Il n'y a pas de donnée pratique qui permette, y compris sans doute du côté des responsables américains, d'apporter une précision.
- Je peux dire que moi, j'ai surtout insisté sur la combinaison des taux d'intérêt élevés et des variations ou fluctuations de change. C'est cette combinaison-là qui nuit à la stabilité des économies européennes occidentales. Ce ne sont pas les seules motifs, ce serait injuste de le dire, mais cela contribue gravement au déséquilibre et il me semble qu'il devrait être plus aisé de s'attaquer aux fluctuation de change. Après tout les Européens ont bâti un système `SME`, il vaut ce qu'il vaut mais il existe. Pourquoi n'irait-on pas de nouveau, en prenant les précautions d'usage, connaissant la position des responsables américains, vers un resserrement de ces fluctuations ? De ce point de vue le communiqué est beaucoup plus positif qu'on ne pourrait le croire à la lecture des textes préparatoires.\
QUESTION.- Dans vos entretiens avec M. Reagan il me semble qu'il y a eu deux choses. Il y a eu l'atmosphère qui était visiblement cordiale et puis il y a eu des divergences sur le fond. Alors qu'est-ce qui vous paraît le plus important ? Est-ce la cordialité du contenant si je puis dire ou bien les divergences... ?
- LE PRESIDENT.- Vous voulez dire dans les relations entre M. Reagan et moi ?
- LE JOURNALISTE.- Oui.
- LE PRESIDENT.- Le problème spécifique Etats-Unis - France n'a pas eu à être traité. Nous étions dans une réunion plénière, comme on dit au sommet, où étaient sept pays plus la communauté `CEE` et donc s'il devait y avoir un contentieux franco - américain, ce n'est pas là qu'il aurait été traité. Et j'ajoute que quand je dis le contentieux c'est le mot exact puisqu'il s'agit sur chaque point d'ajuster les positions différentes. Mais cela était vrai tout autant, sinon plus, entre les Américains et d'autres délégations. Donc il ne faut pas partir d'un a priori...
- Vous savez l'expérience française est d'une -nature tellement différente de celle, sur-le-plan politique intérieure de celle des Etats-Unis d'Amérique... On ne s'est pas intéressé, du moins ouvertement, à ce que les dirigeants français font en France avec l'accord profond de la -majorité des Français. C'etait-là, comme je l'ai déjà dit, notre affaire et je dois dire que chacun des partenaires l'a parfaitement compris avec beaucoup de doigté et ne s'est pas du tout engagé sur ce terrain-là, à aucun moment nous n'avons eu à débattre de ces choses.
- A compter du moment où ce débat était éliminé, et il devait l'être, cela tombe sous le sens, à-partir de là, les problèmes qui touchaient la France, touchaient les autres pays d'Europe occidentale, et particulièrement l'Allemagne. Les positions de l'Allemagne et de la France ont été constamment, presque constamment communes. Cela n'est d'ailleurs pas étonnant puisque ces démarches avaient été préparées.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-il exact que les Américains aient pris l'engagement sans fixer de date de changer de politique économique ... (inaudible).
- LE PRESIDENT.- M. Reagan n'a à aucun moment envisagé l'échec. C'est tout à fait normal, de ce point de vue il est comme moi ou bien je suis comme lui. Il n'a pas du tout envisagé l'échec, donc il mène cette politique et il a constaté qu'elle avait produit des effets bénéfiques quant à l'objectif recherché. Je le répète, M. Reagan a baucoup insisté sur les difficultés que procurait à son économie la politique des taux d'intérêt élevés. Il nous a fait valoir que cela tombait sous le sens que les petites et moyennes entreprises en souffraient beaucoup, comme elles en souffrent en France. Vous pouvez observer que sur-ce-plan, avec M. Mauroy `Premier ministre` et M. Delors `ministre de l'Economie et des Finances`, je suis les affaires de très près et que nous avons encore réduit dans les heures précédentes nos propres taux d'intérêt, donc nous souffrons des mêmes maux, nous n'avons pas les mêmes remèdes.
- Ce n'est pas une politique fondée sur une théorie que développe M. Reagan et il le dit très haut : "Je regrette d'avoir à le faire. Dès lors que j'aurai réussi à faire reculer l'inflation - il a commencé de la faire reculer - dès que je serai arrivé à un seuil suffisant, alors je détendrai cette politique". Il faut bien comprendre que ce n'est pas une théorie politique qui se trouve à l'heure actuelle mise en marche, en oeuvre, aux Etats-Unis d'Amérique. C'est considéré comme une nécessité, mais comme une nécessité facheuse. Et quant aux délais, cela revient à ce que j'ai dit tout-à-l'heure, le diagnostic ou le pronostic est libre mais ne repose pas sur des données scientifiques.\
QUESTION.- Est-ce que vous estimez que vous êtes le seul à accorder la priorité à la lutte contre le chômage sur la lutte contre l'inflation ?
- Le PRESIDENT.- Evitons les débats trop théoriques. Je considère qu'il faut aussi lutter contre l'inflation. Je ne dis pas que parce que je lutte contre le chômage, je ne lutte pas contre l'inflation. Oui la priorité, comme vous la trouverez dans le communiqué, lie les deux phénomènes et j'ai eu la satisfaction de constater que le chômage était inscrit, la lutte contre le chômage était inscrite comme une priorité par le sommet des pays industrialisés, pas simplement par la France. On en a discuté. J'ai fait valoir mes raisons, en-particulier que les plus belles théories du monde n'empêchaient pas qu'à compter du moment où un pays atteignait le seuil d'intolérance sur le chômage de ses travailleurs et spécialement le chômage de sa jeunesse, alors on se trouvait devant une situation sociale qui bousculait toutes les prévisions et toutes les belles politiques économiques tout à fait théoriques et qu'il fallait répondre à ce besoin, oui en effet, par priorité. Ce n'est pas tomber dans l'excès contraire de prétendre que nous allons lutter contre l'inflation. Je vous renvoie au communiqué et vous verrez que l'inflation et le chômage figurent au-même-titre dans la dénonciation des Sept, ce qui n'était pas exactement prévu par un certain nombre d'analystes.\
QUESTION.- Après les discussions que vous venez d'avoir, comment envisagez-vous les -rapports commerciaux de l'Est avec l'Ouest, en-particulier ceux de la France avec l'URSS ?
- LE PRESIDENT.- Nous avons des échanges avec l'Union soviétique, nous n'avons pas l'intention de les interrompre. Vous trouverez un article in fine, no 36, du document qui s'appelle communiqué, dans lequel ce sujet est traité, où la concertation et le contrôle s'exerceront spécialement à l'égard des produits qui peuvent avoir un intérêt stratégique, ce que je trouve normal. Mais la France entretient des relations commerciales avec l'Union soviétiaue et n'est pas le seul pays des Sept qui se trouvaient là, et dans la mesure-même où il serait jugé utile, d'un commun accord, de réduire un certain nombre de ces échanges, alors il faudrait d'abord procéder à un examen extrêmement précis de ce que vendent les uns et les autres. On ne pourrait pas unilatéralement prier la France par exemple de cesser de vendre tel ou tel bien tandis que nos partenaires continueraient de vendre les leurs. Tout cela est une question qui se traitera très aisément, et nous continuerons naturellement nos échanges avec l'Union soviétique. Personne d'ailleurs ne nous a demandé de les arrêter. C'est l'article 36.\
QUESTION.- Est-ce que le passage consacré au Proche-Orient ... (inaudible).
- LE PRESIDENT.- Je dois dire, sans vouloir en tirer un honneur -particulier parce que je pense

que d'autres y auraient songé, que le paragraphe qui concerne le Liban est d'initiative française. C'est vrai que la position française de ce point de vue est claire. Nous pensons que nous ne sommes pas juges de déterminer qui a commencé. Ce qui est vrai c'est que l'escalade ne peut pas indéfiniment accroître les dommages de part et d'autre et que l'intervention à Beyrouth, le bombardement de Beyrouth nous apparaît comme un acte de représailles hors de proportion et en-tout-cas particulièrement massif par-rapport à l'ensemble des événements pourtant si tragiques et douloureux qui se produisent depuis longtemps. Cependant le texte fait bien état de l'aspect répréhensible que représentent pour les membres de ce sommet les destructions au Liban. Si l'on y ajoute que l'on déplore les pertes de vies humaines nombreuses de part et d'autre, c'est parce que de part et d'autre effectivement il y a des actes de guerre.
- QUESTION.- Quels enseignements tirez-vous de ce sommet et n'avez-vous pas l'impression de décevoir votre opinion publique en tant que chef d'Etat...
- LE PRESIDENT.- Si c'est votre opinion expliquez-là. Ce n'est pas la mienne. Si c'est la vôtre vous le direz. C'est la première fois que je participe à ce sommet, d'ailleurs je n'étais pas le seul, nous étions quatre dans ce cas sur sept. Il ne s'agit pas de travailler dans le sensationnel, il s'agit d'abord d'harmoniser les intérêts, les objectifs, les intentions. C'est déjà du bon travail que d'y parvenir. Ensuite aller plus loin, on ne va jamais aussi loin qu'il faudrait, jamais autant qu'on le voudrait, en-tout-cas par-rapport à ce que moi je voudrais. Je ne considère pas que ce soit un sommet décevant. C'est vrai qu'il y a deux ou trois points, notamment celui qui vient d'être évoqué, sur lequel les dispositions, disons plus hardies, m'auraient paru mieux convenir.\
QUESTION.- Dans les méthodes préconisées pour lutter contre l'inflation on parle de réduire les déficits budgétaires. Est-ce que la France n'aurait pas une politique précisément inverse ?
- LE PRESIDENT.- Si vous lisez le communiqué avec autant d'attention que moi vous verrez que ce n'est pas ce qui est écrit et que par rapport au texte initial ont été ajoutés quelques mots dans la plupart des cas, car j'ai fait valoir que le déficit budgétaire français était sans doute le plus faible de tous ceux des pays qui se trouvaient là réunis avec un déficit de 2,2 %, je crois qu'en Grande-Bretagne il dépasse 4 % du produit intérieur brut et que les mesures que j'entendais prendre avec mon gouvernement feraient atteindre un déficit de 3 % environ, c'est-à-dire que autant je comprenais que l'on adoptât comme position générale qu'il fallait réduire les déficits budgétaires, autant la France se trouvait dans une situation qui lui laissait plus de marge que n'en avaient les autres. Il n'empêche que la réduction des déficits budgétaires est considérée comme une théorie bien connue selon laquelle le déficit budgétaire est un élément d'expansion, de croissance, mais j'accepte tout à fait de ne pas tomber dans les excès que connaissent certains pays voisins. Mais la France n'en est pas là. Donc cette distinction a été insérée dans le texte, il n'y a donc pas de contradiction. D'ailleurs vous ne relèverez pas une seule contradiction entre le texte du communiqué et quelque aspect que ce soit de la politique intérieure française, croyez-moi, je m'en suis occupé.
- QUESTION.- Meilleure acceptation de l'énergie nucléaire par l'opinion publique..
- LE PRESIDENT.- Non pas par.. la meilleure acceptation.. à la condition de savoir répondre aux questions que l'opinion publique se pose sur sa santé, la sécurité, la prolifération nucléaire et le retraitement des déchets. Voilà les quatre points qui sont traités dans le communiqué.. Le gouvernement français, il ne faudrait pas que cela soit mal compris, n'a pas du tout l'intention de renoncer à la production d'énergie nucléaire, à l'utilisation de l'énergie nucléaire, pas du tout l'intention de renoncer, cela n'a jamais fait partie du programme que j'ai développé devant les Français. Nous entendons le faire d'une façon suffisamment raisonnable et équilibrée auprès des autres sources d'énergie anciennes comme le charbon, mais modernisées par la carbochimie, ou bien nouvelles, les énergies renouvelables, sans oublier ce grand plan d'économie de pétrole qui s'appelle les économies d'énergie puisque mon prédécesseur à la Présidence de la République avait estimé il y a deux ans que les économies d'énergie pouvaient produire d'ici 1985 autant de tonnes équivalant en pétrole, autant d'économies de tonnes équivalant en pétrole que l'énergie nucléaire. Je ne vais pas recommencer cette explication que j'ai donnée cent fois en France. ce que je veux dire c'est qu'il ne faut pas partir du point de vue que nous ne développons pas notre production d'électricité à base d'énergie nucléaire. Nous devons seulement la modérer et

production d'électricité à base d'énergie nucléaire. Nous devons seulement la modérer et l'adapter sur la base d'une information, d'une participation de la population et c'est une des grandes erreurs commises jusqu'alors d'avoir laissé cette population dans l'ignorance au point de développer des craintes dont certaines sont tout à fait justifiées, mais dont d'autres deviennent mythiques. Donc la phrase "à la condition que l'on sache répondre aux questions que se pose l'opinion publique", je sais très bien ce que vous citez de mémoire puisque j'en suis l'auteur.\
QUESTION.- ... l'ordre de ces changements ... (inaudible), croissance et de gain ... est-ce que vous attachez de l'importance sur l'ordre, la priorité ou pas du tout ?
- LE PRESIDENT.- Non. Je dois dire avec humilité que j'ai pris l'ordre tel qu'il était et que je n'ai pas songé à le remanier. Donc il ne faut pas voir de Méphistophélès derrière çà, à moins que Méphistophélès se soit installé au niveau de "sherpas" et que personne n'ai distingué le bout de ses cornes. Dans mon esprit l'ordre des choses n'avait pas d'importance. J'ai bien ma préférence, bien entendu, mais ça c'était une autre affaire. Du moment qu'étaient cités tous ces éléments cela me suffisait, et vous observerez que les anticipations sur les gains ce n'est pas la formule initiale.
- QUESTION.- Vous venez de nous dire que le président Reagan avait souligné qu'il ne s'agissait pas d'une politique mais d'une nécessité. Est-ce une analyse que vous-même et vos partenaires européens partagez ou est-ce qu'au contraire vous pensez que ce n'est pas une nécessité, qu'il y aurait d'autres politiques et qu'il serait souhaitable que ces autres politiques soient choisies ?
- LE PRESIDENT.- Nous avons décidé de ne pas nous mettre à la place du gouvernement des Etats-Unis pour ce qui concerne la gestion des affaires des Etats-Unis d'Amérique. Donc nous n'avons pas à juger de leur politique en tant que politique intérieure, elle nous intéresse à-partir du moment où elle nous gêne ou freine notre capacité de croissance chez nous, d'où la discussion diplomatique dont nous venons de parler.
- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que dans vos conversations avec le président REAGAN sur les -rapports Est - Ouest, vous avez constaté une certaine convergence en ce qui concerne les dispositions à prendre à l'égard de l'Union soviétique, notamment dans ... les conversations sur les armes nucléaires ?
- LE PRESIDENT.- On est arrivé à un point moyen. Vous connaissiez la discussion antérieure à cette rencontre d'Ottawa, certains mettant l'accent sur la nécessité de rétablir les équilibres militaires dans le -rapport des forces et sur-le-plan de la stratégie mondiale et sur-le-plan européen, d'autres mettant l'accent sur la négociation, sur l'urgence de la négociation. Je pense qu'on arrive à un point moyen raisonnable. Il faudra négocier. Je pense que les Etats-Unis d'Amérique n'entendent négocier qu'à-partir du moment où ils auront eux-mêmes défini et obtenu d'ailleurs de leur parlement la définition d'une courbe d'armement qui peut servir de base de négociation au futur désarmement.\
QUESTION.- A-t-on évoqué en-particulier l'Amérique latine ?
- LE PRESIDENT.- Non, pratiquement pas. J'ai eu des conversations pour ce qui me concerne, mais pas en séance plénière ce n'était pas à l'odrdre du jour - avec plusieurs participants du sommet sur les problèmes de l'Amérique centrale. Cela était, si j'ose dire, "off the record", puisque n'étant pas dans l'ordre du jour de la conférence.
- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous estimez normal que les Etats-Unis s'inquiètent des sources d'approvisionnement en gaz pour la France et surtout pour la République fédérale allemande ? Est-ce que çà vous semble être un sujet de conversation normal ?
- LE PRESIDENT.- Je trouve normal que les Etats-Unis d'Amérique se préoccupent de tout ce qui est stratégique, comme cela me préoccupe de même. Les Etats-Unis d'Amérique ont bien le droit de se préoccuper en tant que grande nation et en tant que participant de façon éminente au groupe occidental de tout ce qui peut contribuer au développement des -rapports de forces stratégiques et donc aux fournitures d'énergie cela ne me choque pas. Cela serait choquant si cela prenait la tournure d'une injonction. La France entend par exemple, mais l'Allemagne aussi, acquérir du gaz soviétique. Le problème sur-le-plan stratégique se pose de la façon suivante, c'est-à-dire simple, et n'ayant pas de zone obscure. Si les Russes en vendant du pétrole à plusieurs pays d'Occident d'Europe étaient en mesure, s'ils ne respectaient pas leurs

engagements, dans un moment de conflit, de situation tendue, toutes hypothèses gratuites de cesser leur fourniture, est-ce que ces pays se trouveraient soudain en situation de manque énergétique telle qu'ils se trouveraient freinés, peut-être même bloqués dans leur stratégie globale ? Alors faisons un calcul pour cela : ce que nous acheterions aux Russes doit normalement représenter 30 % de nos fournitures en gaz, ce qui, rapporté aux sources générales d'énergie, à nos approvisionnements, représentent 4,5 %. Pour ce qui concerne l'Allemagne, çà va un peu plus haut, c'est 5,5 %. On n'est pas bloqué dans son développement énergétique lorsqu'il ne s'agit que de 4,5 %. Donc ça ne pose pas de problème stratégique à mes yeux.\
QUESTION.- (inaudible).
- LE PRESIDENT.- Vous me parlez de la défense ou des taux d'intérêt ?
- LE JOURNALISTE.- Des taux d'intérêt.
- LE PRESIDENT.- Il faudra prendre des initiatives européennes, oui j'en suis convaincu et nous prendrons des initiatives de ce genre. Il faudra être en mesure à l'intérieur du système communautaire de développer une politique d'intérêt différente dans la mesure où cela est possible. Evidemment les intérêts sont liés, les choses sont liées. Je pense aussi qu'un certain nombre de grands emprunts communautaires devraient permettre d'entreprendre des travaux, de ranimer l'économie, servir la croissance sur la base de taux d'intérêt infiniment réduits. C'est vrai que la durée de cette politique nous amènera, plus tôt peut-être même que nous n'y aurions normalement pensé, à établir une politique économique plus autonome, en ce qui concerne la communauté européenne `CEE`.
- QUESTION.- Monsieur le Président, vous permettez ? Est-ce qu'il n'est pas en tout -état de cause opportun désormais d'étendre et de renforcer la coopération européenne en-matière monétaire ?
- LE PRESIDENT.- Oui, c'est un très bon conseil. Ce n'était pas le sujet de la conférence, mais ... on entre dans cette logique-là. Le communiqué l'a retenu de façon indirecte. Lorsque le communiqué affirme superbement qu'il ne peut y avoir aucune forme de protectionnisme chacun des pays participants, à des degrés d'ailleurs différents, pouvait faire un rapide examen de conscience intérieur, et dire : je viens de condamner toute forme de protectionnisme, qu'elles sont donc les méthodes protectionnistes que j'emploie ? Et de ce point de vue, un certain nombre de participants du sommet considérait que le Japon avait un marché intérieur plutôt fermé, et M. Suzuki a vigoureusement protesté contre cette notion dont il ne comprenait pas l'origine. Il a signé comme nous le communiqué qui interdit de faire du protectionnisme, nous-mêmes, dans-le-cadre de la communauté `CEE`, nous avons des clauses de sauvegarde qui sont contractuellement reconnues.\
`REPONSE` Mais pour que toute hypocrisie débarrasse le terrain, nous n'avons ajouté, je ne sais pas si c'est dans le texte du communiqué, mais je le crois je l'avais demandé, il me semble que ça s'est passé comme cela, en-tout-cas c'est dans le texte de mon exposé, que nous procédions à un examen commun de la situation comparée des mesures très diverses et parfois très subtiles qui constituent en réalité des mesures protectionnistes, soit des aides à l'exportation, soit des prétextes de santé publique, soit la vérification sur la -nature des marchandises, enfin de ce point de vue, je crois que chacun des pays du sommet des Sept distance l'autre par des prodiges d'imagination. Nous sommes donc d'accord pour considérer qu'il faut mettre un terme à toutes les formes de protectionnisme. Naturellement si les Japonais continuent d'inonder nos marchés par des produits de consommation, comme l'automobile - ils ont déjà passé un accord avec les Américains - dans les conditions que vous savez, c'est évident que le marché européen devra se défendre et là-dessus une négociation assez difficile s'engagera parce que les conceptions plus ou moins libérales dans ce domaine se heurteront. Comme cela n'a pas été débattu puisqu'il ne s'agissait pas d'une réunion d'un sommet européen, mais d'un sommet mondial, ce sera certainement l'objet de conversations d'un prochain sommet qui aura lieu en octobre, à Londres.\
QUESTION.- M. Schmidt a dit, tout à l'heure, au moment des déclarations, qu'en rentrant en Allemagne il a l'intention de prendre des mesures pour pouvoir tolérer... (inaudible) les taux élevés. Alors est-ce que vous avez l'intention vous-même de prendre des mesures pareilles et est-

ce que cela serait des mesures concertées en Europe ou tout au moins entre la France et l'Allemagne ?
- LE PRESIDENT.- Pour l'instant il s'agit d'un plan allemand. Nous ne sommes pas exactement dans la même situation. Notre concertation va loin, nous avons beaucoup débattu, et pendant ce sommet nous avons eu deux conversations particulières M. Schmidt et moi. Mais là, je crois que M. Schmidt se trouve face à une situation que vous connaissez certainement qui l'amène en-particulier à proposer des -économies budgétaires sérieuses, situation qui pour l'instant m'est épargnée. Donc on ne peut pas exactement comparer les situations. M. Schmidt estime qu'il y a urgence pour lui devant les taux d'intérêt élevés et les variations de taux de change d'agir devant son parlement dans les jours qui viennent. Il ne s'agit pas de cet emprunt dont on parlait tout à l'heure. Si c'était un emprunt communautaire je serais partie prenante, mais il ne s'agit pas de cela.
- QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais vous demander s'il y a une différence entre le socialiste que vous étiez et le Président que vous êtes en ce moment ?
- LE PRESIDENT.- C'est aux Français de juger. Est-ce que oui ou non nous appliquont notre programme. Si on applique le programme, il n'y a pas de différence. En-tout-cas j'ai tenu depuis que nous gouvernons à rassurer ceux qui se plaignaient de ce que mon programme eût été flou. J'ai tenu à les rassurer.\
QUESTION.- Comment comptez-vous aider les pays du Tiers-monde par-rapport à votre prédécesseur ?
- LE PRESIDENT.- Là vous m'entraînez dans un débat un peu long peut-être. La politique à l'égard du Tiers-monde nécessiterait beaucoup de temps, j'ai déjà dit que indépendamment des bonnes mesures envisagées, plutôt de la bonne démarche, choisie par notre communiqué, nous, Français, nous pensons qu'il faut que les institutions internationales s'ouvrent davantage aux pays du Tiers-monde, et particulièrement aux pays producteurs de pétrole. Et nous pensons que tout passe par la régularisation des cours des matières premières. Parce que nous croyons, j'ai à côté de moi notre ministre des relations extérieures `Claude Cheysson`, il a été l'auteur de propositions dans-le-cadre de la Communauté européenne `CEE` bien connues, que si l'on ne peut pas avoir de vastes plans de développement sans la durée, et la durée, elle ne tient qu'au cours, si les cours sont trop variables, qui peut se hasarder, aussi bien du côté des investisseurs que des pays du Tiers-monde, qui peut s'aventurer dans ce maquis ? Nous apercevons un certain nombre de pays, j'ai déjà rencontré le président de la Côte d'Ivoire, j'ai rencontré le Président du Niger. Ils faisaient la même observation.
- LE JOURNALISTE.- Et ceux de Haiti !
- LE PRESIDENT.- Oui, oui, je sais très bien. Et ils me faisaient la même observation. Par-rapport aux variations de prix du cacao, du café, de l'uranium, comment bâtir des plans durables de développement ? Il faut répondre à cette question. Alors, on en parle bien souvent. Il y a aussi tous les problèmes posés par un système monétaire international. Il y a les propositions de la Commission européenne. Il y a les propositions de l'OPEP, il y a les propositions qui ont été émises à La Havane. Il y a toute une série de propositions, mais ce n'est pas le moment d'en parler, nous Français, en-tout-cas, nous avons des idées assez précises là-dessus.
- QUESTION.- Sur la discussion des relations entre les pays du Nord et du Sud pendant le sommet, est-ce que vous êtes satisfait du langage du communiqué ?
- LE PRESIDENT.- Nous avons déjà traité cette question. C'était la première, je crois, celle de M. Delarue qui me disait sur quel point auriez-vous aimé qu'il y eût plus de précisions, qu'on allât plus loin, c'était bien votre question. C'était une question qu'il faut tout aussitôt corriger, mais je suis sûr que M. DELARUE le fera lui-même. C'est-à-dire que cela ne veut pas dire que je n'ai pas des sujets de me plaindre qu'on ne soit pas allé aussi loin. J'ai dit un communiqué c'est un compromis, c'est une moyenne. Et il faut admettre que lorsqu'on est sept, huit même en la circonstance, on ne peut pas prétendre imposer son point de vue en tout domaine. Mais je n'aurais pas signé un communiqué qui n'aurait pas été sur tous les points jugés comme importants par moi-même si ce communiqué n'était allé dans la direction que je souhaitais. Il ne peut pas toujours aller aussi loin, mais je ne vais pas recommencer, madame, à répéter ce que

peut pas toujours aller aussi loin, mais je ne vais pas recommencer, madame, à repeter ce que j'ai déjà dit.\
QUESTION.- Il y a eu le sommet des séances plénières et le sommet des réunions moins formelles, par exemple les séances, les dîners des chefs d'Etat ensemble. Quelle est la part de ces sommets qui a été la plus profitable pour vous ?
- LE PRESIDENT.- Très profitable, celle des rencontres directes. Entre les chefs de délégation qui sont ou bien chef d'Etat, c'est le cas de M. Reagan et de moi, ou bien chef de gouvernement. Le cas de M. Trudeau était moins aisément définissable jusqu'à la réforme constitutionnelle. Ces contacts directs ont eu lieu au-cours de trois repas : deux où se trouvaient seulement les chefs de délégation, donc huit personnes, et un où se trouvaient également les ministres des Affaires étrangères, ou des Relations extérieures. On a pu aller assez loin dans la discussion, dans l'établissement des relations personnelles, ce qui a permis ensuite beaucoup d'échanges à deux ou trois, à tout moment. Au-cours de ces rencontres par exemple, M. Reagan m'a précisé l'invitation qui m'avait été faite de me rendre aux Etats-Unis d'Amérique à l'occasion de l'anniversaire de Yorktown. Nous y serons, je crois le 18 octobre et nous passerons ensemble la soirée pour discuter de nos intérêts communs et des intérêts généraux de la paix dans le monde.
- QUESTION.- En français, Monsieur le Président, ou en anglais ?
- LE PRESIDENT.- Je ne comprend pas très bien votre question, monsieur. On me pose souvent la question, l'anglais, le français. Je parle mieux français que la plupart de ceux qui n'étant pas anglais parlent l'anglais.
- J'ai donc été invité à passer la journée et à dîner avec le président des Etats-Unis pour des échanges de vues qui continueront ceux que nous avons entrepris au-cours de ce sommet. Et d'autre part, j'ai invité mes partenaires à venir en France pour le prochain sommet. Car peut-être ne l'avez-vous pas noté, moi je ne l'avais pas noté en-tout-cas, c'était le dernier sommet de la série. Il n'était pas prévu d'en faire d'autre, mais ça tombait sous le sens qu'il n'y avait pas lieu d'interrompre cette série de contacts. J'ai donc invité mes partenaires à venir en France, ils ont accepté, le prochain sommet aura donc lieu en France dans un peu moins d'un an, date qui reste à fixer. Ce sera l'occasion pour les Français de recevoir les dirigeants des grands pays industriels. Voilà donc deux faits, deux séries de questions qui ont été abordées dans nos conversations particulières avant d'effleurer au niveau de la délibération et de devenir décisions. La première d'entre elles ne concernant que le président des Etats-Unis et moi-même, mais la deuxième concernant l'ensemble des participants.\
QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce qu'il y a des choses importantes qui ne sont pas dans ce communiqué ... ?
- LE PRESIDENT.- Oui naturellement, on n'a pas pensé à tout. En effet les sujets très importants qui ont été traités, de multiples, mais qui n'étaient pas dans l'ordre du jour, qui n'avaient pas à s'insérer dans le communiqué qui était déjà bien long, par exemple, moi je pose un problème qui ne s'évoque pas en séance plénière car après tout çà me regarde, mais on me parle de ventes de centrales nucléaires, çà pose un problème. On dit à quelles conditions est-ce que vous les vendrez, si vous en vendez. A la condition qu'il n'y ait pas d'utilisation militaire. C'est moi qui pose la question, on ne me l'a pas posée. Alors ensuite, pour que ça ne devienne pas militaire, çà dépend naturellement de la technique employée. Mais même avec la meilleure technique du monde, ça dépend : positivement il y en a même certaines qui permettent de répondre à cette question, mais enfin pour celle qu'on emploie ordinairement, l'uranium enrichi, est-ce qu'il ne faut pas des contrôles ? Oui il faut des contrôles, il faut que ces contrôles soient sérieux. Est-ce que l'agence de contrôle internationale `AIEA` agit avec la célérité nécessaire ? Ca touche naturellement un sujet infiniment plus grave, c'est-à-dire est-ce que les grands pays industrialisés vont concourir au développement de la prolifération nucléaire ?
- Voilà un sujet, je n'ai pas apporté les réponses. La question posée, voilà un sujet qui n'est pas dans le communiqué, que j'ai moi-même posée, qui a occupé toute une heure d'un dîner.
- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous avez l'impression qu'au-cours de ce dîner un certain nombre d'éléments de réponse sur ce sujet précis sont apparus ?
- LE PRESIDENT.- Ca je vous le dirai, mais ce n'est pas pour aujourd'hui.

- QUESTION.- Est-ce que la question du réacteur irakien a été abordée ?
- LE PRESIDENT.- Non. Ce n'était pas un sujet à traiter. Moi j'en parle parce ça me plaît comme ça mais ce n'est pas un sujet de négociation plénière. La France est absolument souveraine dans ses décisions, mais il est intéressant de connaître les réactions des uns et des autres.
- QUESTION.- Monsieur le Président, parmi les problèmes importants non cités dans le communiqué, avez-vous évoqué la Pologne ?
- LE PRESIDENT.- La Pologne a fait l'objet de conversations particulières nombreuses, forcément, c'est l'un des grands sujets à l'ordre du jour, mais elle n'a pas fait l'objet d'une conversation dans les réunions plénières. La raison première qui vient à l'esprit, c'est qu'à-partir du moment où l'on affirme que toute ingérence étrangère doit être interdite en Pologne, autant que possible il faut être logique avec soi-même, donc il ne faut pas raisonner comme si les dirigeants polonais n'étaient pas encore en mesure de conduire eux-mêmes leurs affaires. Nous n'avions donc pas à aller plus loin dans nos analyses.
- Merci.\